

« L'attaque de Pearl Harbor ? Les Américains nous y ont contraints... »

JAPON

les fantômes de l'histoire

Le nouvel
Observateur

Au musée du sanctuaire de Yasukuni à Tokyo, temple du nationalisme japonais, c'est une version ouvertement révisionniste, voire négationniste, de l'histoire nationale qui est exposée aux visiteurs.

Ce qui ne choque pas le Premier ministre Junichiro Koizumi : il s'y est déjà rendu cinq fois !

Insolite à deux pas de ce sanctuaire vénérable ombragé par les ginkgos et les cerisiers, une locomotive à vapeur accueille les visiteurs à l'entrée de la nouvelle aile du

musée historique. La machine, explique un panneau, a été léguée à l'institution par le bataillon du génie qui a construit, pendant la guerre du Pacifique, le chemin de fer reliant la Malaisie à la Birmanie. A quelques mètres de là est posé pour toujours un chasseur-bombardier



Un chasseur-bombardier Mitsubishi « Zéro », à quelques mètres du sanctuaire de Yasukuni.

Mitsubishi v Zéro », semblable à ceux qui attaquèrent Pearl Harbor le 7 décembre 1941. « La chasse japonaise, —claironne la plaque d'identification de l'avion, —a abattu cent appareils ennemis au-dessus de la ville de Chongqing sans perdre un seul des siens. »

Deux armées d'ombres hantent ces lieux qui portent si mal le nom de Yasukuni (" temple du pays de la paix éternelle "). Il y a le cortège vénéré des âmes des 2,4 millions de Japonais civils et surtout soldats tombés pour leur pays entre 1853 et 1945. Parmi ces morts « déifiés » se trouvent les criminels de guerre condamnés lors du procès de Tokyo et exécutés après la défaite par les Alliés, comme le général **Hideki Tojo**,

ancien chef de l'armée et Premier ministre, pendu le 22 décembre 1948. Les noms de **Tojo** et des autres criminels de guerre ont été ajoutés à la liste des combattants « déifiés » en 1978. D'abord subrepticement, puis officiellement deux ans plus tard. Autour des âmes de ces « héros » du Japon rôdent par millions celles de leurs victimes oubliées. Civils massacrés par centaines de milliers comme à Nankin. Prisonniers de guerre ou travailleurs forcés, raflés à travers l'Asie, morts d'épuisement ou

exécutés sur le chantier du chemin qui ont instauré la dictature de l'armée sur l'empire et entraîné le Japon dans une aventure



Attaque surprise de Pearl Harbor par les Japonais, le 7 décembre 1941.

suicidaire. Il est l'homme de devoir qui a assumé les responsabilités écrasantes imposées par l'histoire. Le héros qui a affronté l'épreuve de la défaite après avoir conduit la guerre, rendue inévitable par l'hostilité des Alliés. Il n'est pas un criminel envoyé à la potence par le Tribunal militaire international, mais un chef courageux injustement condamné par la « justice des vainqueurs ». Bref, de là à demander sa réhabilitation il n'y a qu'un pas...

Le reste est à l'avenant. Le visiteur apprend que les troupes japonaises qui ont participé en 1900, à Pékin, à l'intervention des huit grandes puissances contre la révolte des Boxers ont étonné les Occidentaux par « leur discipline ». On constate au passage que les Occidentaux, totalement discrédités lorsqu'ils condamnent les actes de l'armée japonaise, deviennent des observateurs de référence lorsqu'ils la louent. Le musée est moins disert, en revanche, sur la guerre russo-japonaise de 1905. Est-ce parce que l'attaque sans déclaration de guerre qui surprend la flotte russe au mouillage, chaudières éteintes, à Port-Arthur rappelle trop Pearl Harbor ?

D'autres pages de l'histoire de l'Asie sont purement et simplement réécrites. L'hostilité des Occidentaux — et des Chinois — à l'occupation, dans les années 1930, de la Mandchourie est expliquée à Yasukuni par le « racisme des démocraties occidentales » et la « xénophobie » des Chinois ! Quant à l'armée d'occupation qui instaure en

Mandchourie un Etat satellite, le Mandchoukouo, dont les institutions sont inspirées du fascisme européen, elle est apparemment animée d'intentions pacifiques, mais elle est — hélas ! — « *contrainte de riposter aux attaques des terroristes chinois qui ne respectent pas le droit international* ». Qu'on ne s'y trompe pas si le Japon claque alors la porte de la Société des Nations, ce n'est pas parce que l'ancêtre de l'ONU condamne l'expansionnisme de Tokyo en Chine, tout comme il a condamné l'offensive de Mussolini en Abyssinie, c'est parce qu'il y est contraint par « *les Occidentaux qui l'empêchent de se défendre* ».

La guerre sino-japonaise déclenchée par « *l'incident du pont Marco-Polo* », le 7 juillet 1937, et qui va durer huit ans, n'est pas présentée comme une tentative d'invasion, jalonnée par des massacres, et la création de gouvernements fantoches n'est pas une guerre de conquête où les envahisseurs japonais se heurtent à la guérilla des maquis communistes, mais une succession de ripostes. « *Le gouvernement japonais, apprend-on à Yasukuni, doit renoncer à ses efforts de paix devant l'escalade des incidents provoqués par des terroristes ou des communistes.* »

La « version Yasukuni » **du sac de Nankin**, en 1937, vaut à elle seule le détour. Dans cette ville du sud de la Chine, l'armée japonaise s'est livrée pendant six semaines à des

atrocités qui ont fait près de 300 000 morts. Les nombreux témoins occidentaux ont décrit les prisonniers de guerre fusillés en masse, les femmes violées à la chaîne et les enfants embrochés à la baïonnette. Le général Matsui, commandant des troupes qui s'étaient emparées de la ville, a été condamné à mort lors du procès de Tokyo. Ce qu'on apprend au « temple du pays de la paix éternelle » est très différent : *« Le commandant chinois de Nankin, rejetant l'offre de reddition faite par l'armée japonaise, décide de tenir la place jusqu'à la mort. Mais ses troupes se débandent et les déserteurs saccagent la ville. Une fois les Chinois défaits, après de lourdes pertes, et les Japonais dans la ville, la population put vaquer de nouveau à ses occupations pacifiques. Les Japonais établirent une zone de protection pour les civils et firent un effort spécial pour protéger les sites historiques et culturels. »*

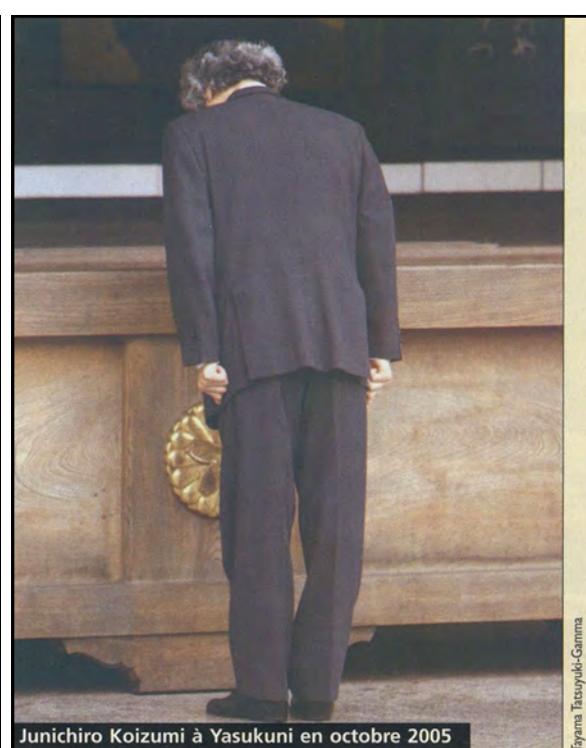
Il y a cependant à Yasukuni quelques bons Chinois. Prenez par exemple Wang Jingwei, l'ancien leader nationaliste, érigé par Tokyo en chef du gouvernement fantoche de la Chine occupée, à Nankin.

Le Pétain chinois. *« Il désapprouve la politique de la terre brûlée, qui cause de grands dommages à la population civile, et opte pour la paix plutôt que la guerre avec le Japon. »* Il y a aussi de bons Européens. Regardez, au hasard, Adolf Hitler. C'est *« un nationaliste, il écrase la gauche, récupère les territoires perdus par l'Allemagne, refuse de payer les réparations de guerre et réarme avec le soutien de l'écrasante majorité du peuple »*. C'est parce qu'il reprend *« la ville allemande de Dantzig en Pologne que la Grande-Bretagne et la France lui déclarent la guerre, provoquant la Seconde Guerre mondiale »*. Pas un mot sur la nature de son régime, ni sur ses ambitions territoriales, ni sur les camps d'extermination. Le Japon ne peut pas avoir été l'allié d'un régime qui fut la honte de la planète. À Yasukuni, les seuls États racistes sont les démocraties occidentales. En Europe, d'ailleurs, un seul régime fut, aux yeux des dangereux « historiens » du sanctuaire, une « dictature » :

Le combat de Toru Kondo

Toru Kondo ne cédera pas. Ce professeur d'anglais refuse de chanter le « Kimigayo », l'hymne qui rythmait les pas de l'infanterie japonaise en Asie. Mais il est l'un des derniers. Ses collègues, par peur ou par faiblesse, cèdent les uns après les autres. Depuis une directive administrative prise en 2003 par le maire de Tokyo, Shintaro Ishihara, classé à l'extrême droite du PLD, le « Kimigayo » et le « Hinomaru » — le salut au drapeau — sont obligatoires dans les écoles de la capitale. Des professeurs ont contesté cette directive qui, selon Toru Kondo, « viole le principe de la liberté de conscience et d'expression inscrite dans la Constitution ». Pour marquer son opposition et affirmer ses droits, Kondo a décidé de rester assis lors des cérémonies. En 2004, 248 enseignants avaient suivi son exemple. Ils n'étaient plus que 63 l'année dernière et 33 cette année. Car les punitions — réduction des salaires, retard dans la promotion — pleuvent sur les réfractaires. « Les gens ne s'inquiètent pas de voir le gouvernement virer à l'extrême-droite, constate Kondo. Il faut alerter le public sur les dangers que comportent la révision de la Constitution, les visites à Yasukuni, l'introduction du "patriotisme" dans l'enseignement. » Trop tard ? Peut-être. Un professeur réfractaire vient d'être condamné à une amende. Il échappe certes à la peine de prison de huit mois réclamée par l'accusation. Mais c'est la première fois qu'un enseignant est traduit devant la justice depuis 1945. Quant aux écoles de la préfecture de Saitama, dans la banlieue de Tokyo, elles incluent dans les évaluations des élèves leur « amour du pays ». B. B.

« A Yasukuni, les seuls Etats racistes sont les démocraties occidentales. »



Junichiro Koizumi à Yasukuni en octobre 2005

l'Union soviétique de Staline, qui voulait *« dominer le monde entier »*.

Pearl Harbor ? La question n'est pas éludée, mais l'affaire, vue de Yasukuni, ne peut se comprendre qu'en revenant au vrai point de départ. Et le « vrai » point de départ, ici, c'est la décision des États-Unis de *« s'impliquer dans l'incident de la Chine »* — euphémisme local désignant la guerre sino-japonaise. Le Japon, découvre-t-on, n'a alors d'autre choix *« pour éviter la guerre [que de] signer un traité de non-agression avec l'URSS, et le pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie »*. Mais en 1940 les Japonais constatent que leur *« avance en Indochine a servi de prétexte aux États-Unis pour adopter une ligne dure contre eux. Jusqu'à la fin, le Japon a voulu éviter la guerre, mais l'attitude américaine l'oblige à attaquer Pearl Harbor »*.

Qu'on ne s'y méprenne pas : le Japon n'a pas envahi l'Asie pour conquérir un « espace vital » sur le modèle de son allié allemand. Si ses troupes ont débarqué de la Birmanie à la Papouasie, c'est pour *« lutter contre le communisme et libérer l'Asie du colonialisme [...] C'est lorsque le Japon est allé de victoire en victoire pendant la grande guerre de l'Asie de l'Est que l'idée d'indépendance est devenue une réalité »*. Certes, reconnaissent les organisateurs de l'exposition, les populations des pays « libérés » se sont parfois retournées contre les troupes japonaises. Mais ce n'est pas à cause de la brutalité de

l'occupation. Si certains ont fait volte-face et pris fait et cause pour les Alliés, c'est « *pour préserver leurs intérêts* » parce que la situation militaire du Japon s'était dégradée. Pour la droite japonaise, c'est parce que les États-Unis étaient mieux armés que Tokyo a perdu la guerre et certainement pas parce le Japon était politiquement et moralement du mauvais côté. Et cette perception est d'autant plus ancrée que le pays n'a jamais subi l'équivalent d'une « dénazification ».

Après 1951 et la fin de l'occupation américaine, les criminels de guerre condamnés par les Alliés ont retrouvé des postes de premier plan. L'exemple le plus fameux est **Nobusuke Kishi**, ancien de Mandchourie et ministre de l'Industrie de **Tojo**, qui fut incarcéré à la défaite, avant de devenir Premier ministre de 1957 à 1960. Au pouvoir, Kishi avait pour ministre de la Justice Okinori Kaya, autre ancien de Mandchourie, condamné à la prison à vie pendant le procès de Tokyo pour avoir été le ministre des Finances de Tojo. Membre du Parlement, Kaya, qui était le président de la Nippon Izokai, la puissante fédération des anciens combattants, a essayé cinq fois de faire passer une loi déclarant Yasukuni temple national. Perceptible à travers le renouveau de faveur dont bénéficie Yasukuni, la radicalisation de la droite japonaise s'explique notamment par l'éclatement du PLD. Il y a une dizaine d'années, l'aile modérée du parti, opposée aux visites au sanctuaire et en faveur d'une réconciliation avec l'Asie, s'était rassemblée autour d'Ichiro Ozawa pour faire scission et former le Parti démocratique du Japon. Conservateurs mais opposés au militarisme parce qu'ils l'ont connu dans leur jeunesse, les vieux du PLD ont disparu. L'un de leurs derniers représentants, Masaharu Gotoda, mort en 2005, n'avait pas caché sa désapprobation lorsque Yasuhiro Nakasone, alors Premier ministre, s'était rendu à Yasukuni en 1982. Les « jeunes » qui ont succédé à la génération Gotoda n'ont plus de complexes sur ce point. Ils assument sans tabou l'héritage nationaliste. Considéré comme le favori à la succession de Koizumi, qui doit quitter le pouvoir cet automne, Shinzo Abe est le petit-fils de Nobusuke Kishi. Quant à Taro Aso, l'actuel ministre des Affaires étrangères, autre chef de file de la « nouvelle génération », sa famille possédait pendant la guerre des mines de charbon transformées en camps de concentration pour les prisonniers de guerre anglo-saxons et les déportés coréens.

« *L'ignorance générale du public favorise la dérive, explique l'historien Christian Kessler. Il existe une recherche pointue à l'université, mais elle ne touche pas le grand public. Les ouvrages de vulgarisation sont écrits par des gens qui n'y connaissent rien et qui racontent n'importe quoi. A l'école, l'histoire est enseignée comme*

chez nous au XIXe. On apprend des listes de dates, de noms, mais on n'enseigne pas le contexte des événements. L'histoire consiste à dire du bien de son pays ». Début mai, un sondage du quotidien « Asahi » révélait que 70% des Japonais (90% des moins de 20 ans) n'avaient qu'une vague idée du procès de Tokyo ou ignoraient jusqu'à son existence. Plus de 90% des personnes interrogées jugeaient naturel que le Premier ministre se rende à Yasukuni.

BRUNO BIROLI

LE NOUVEL OBSERVATEUR

8 — 14 JUIN 2006



Junichiro Koizumi et, considéré comme son successeur, Shinzo Abe. Les « jeunes » n'ont plus de complexes pour se rendre à Yasukuni et assument l'héritage nationaliste.